



# ENQUÊTE FLASH

## Budget 2026

ENQUÊTE RÉALISÉE LES 16 ET 17 JUILLET 2025  
1140 RÉPONDANTS



**CONTACT PRESSE : Advocaciz**

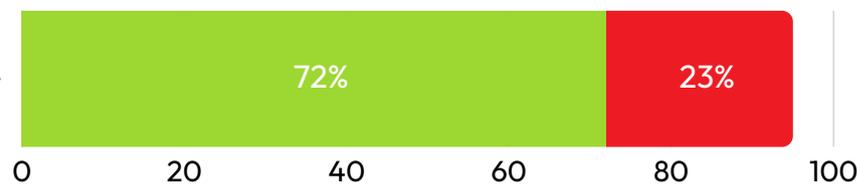
**Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25**

# Budget 2026

À la suite de la présentation par François Bayrou des grandes orientations de la politique budgétaire pour 2026, le SDI a souhaité recueillir à chaud les réactions des chefs d'entreprise. C'est pourquoi une enquête flash spécifique a été ajoutée à ce baromètre T2, afin de mesurer l'état d'esprit des dirigeants de TPE face aux annonces et aux perspectives économiques évoquées.

● Pour ● Contre

## Non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 3 partant à la retraite :

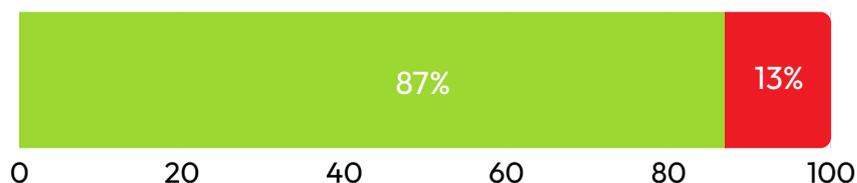


“ Le nombre de fonctionnaires n'a cessé d'augmenter pour un service public qui n'est pas efficace. ”

“ L'éducation nationale, les hôpitaux et autres services publics ont besoin de personnels. ”

“ Equilibrer les postes indispensables (santé, sécurité, défense) et supprimer les postes non essentiels (notamment administratifs) ”

## Réorganisation (fusion / suppression) des agences opérateurs de l'État :



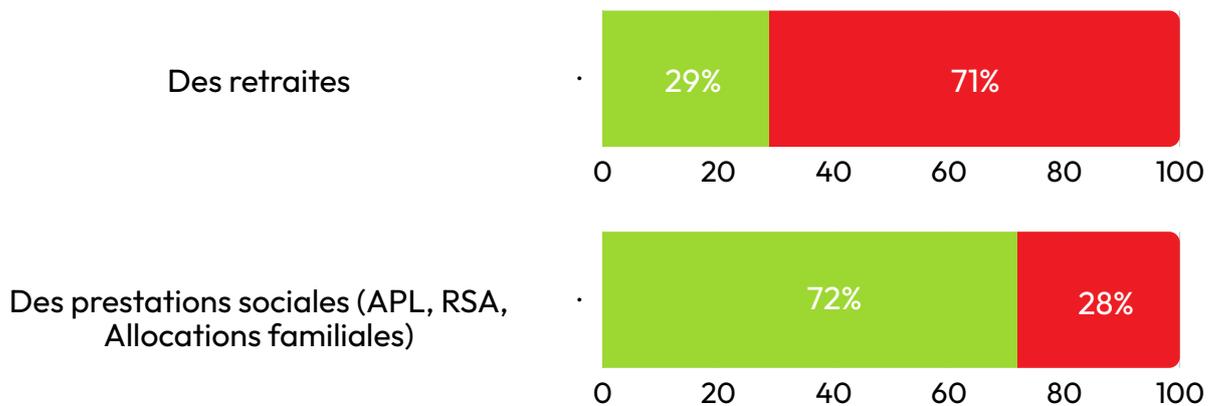
**Évolution des dépenses des collectivités locales plafonnée au même niveau que la croissance (production de richesses du pays soit environ 0,7% cette année selon la Banque de France):**



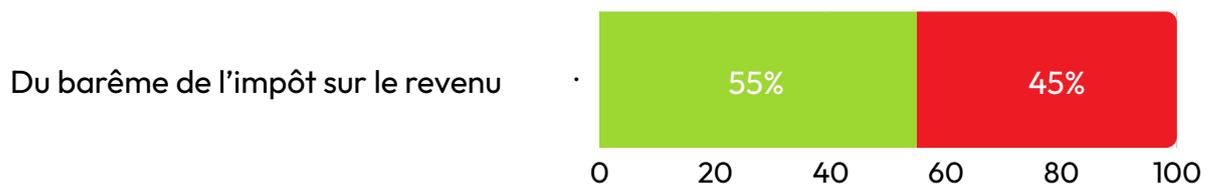
“ Limiter les dépenses inutiles et profondément bêtes ok mais dans les petits villages ça n'est pas la même chanson. ”

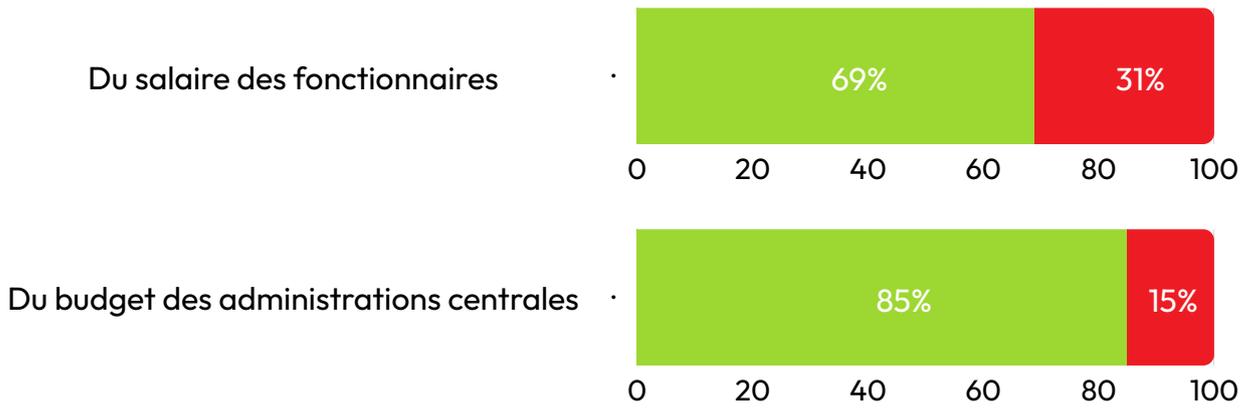
“ Il faut envisager des réductions de dépenses plus conséquentes. ”

**Une année blanche (absence de revalorisation annuelle à hauteur de l'inflation):**

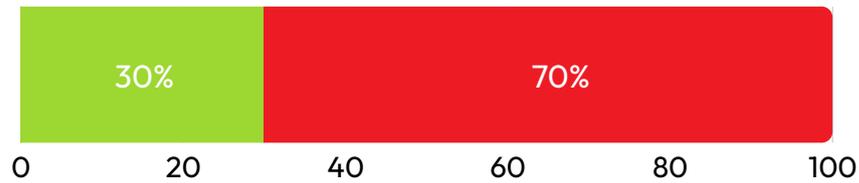


“ Les retraités sont aussi nos clients ainsi que les personnes qui travaillent et ont besoin des allocations pour boucler les fins de mois. ”





**Augmentation de 50€ à 100€ (doublement) de la franchise annuelle sur le remboursement des médicaments :**



“ La seule raison aujourd'hui de rester en France c'est notre couverture sociale il ne faudrait pas y toucher ! ”

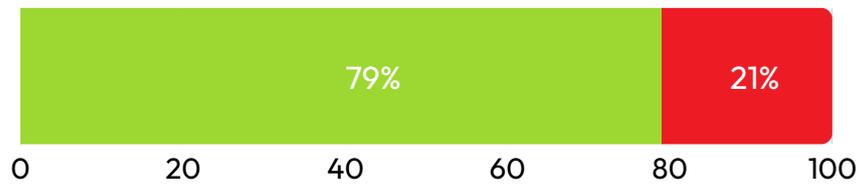
“ La santé serait en péril, n'allons pas vers une santé "américaine". ”

“ On cotise ! Et on a des mutuelles ! S'ils font ça alors on supprime les cotisations... on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre ! ”

“ C'est plus de personnes qui ne vont pas se soigner et coûter bien plus cher par la suite ! ”

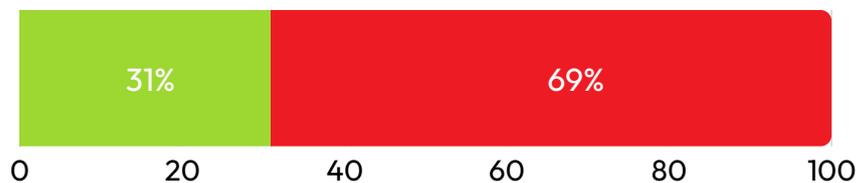
“ Mieux encadrer les pratiques du prescripteur et éduquer les patients à ne pas être des consommateurs. Les soins et les médicaments ne sont pas "gratuits", ils sont couverts par la CPAM. ”

**Le DMP (Dossier Médical Partagé) obligatoire pour que tous les professionnels de santé puissent connaître l'historique médical des patients (contrôle de la fréquence des visites et examens médicaux) :**



“ A condition que le dossier et ses données ne soient pas confiés à une entreprise privée et que les données restent personnelles. ”

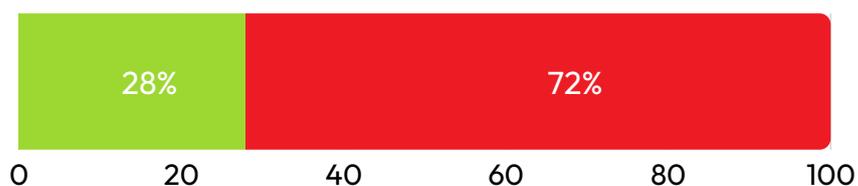
**La réforme de l'abattement de 10% sur les pensions de retraite au profit d'un abattement forfaitaire de 2.000€ (augmentation de l'impôt sur le revenu au-delà de 20.000€ annuels de revenus du foyer fiscal) :**



“ Les retraités ont un droit majeur : profiter de leur retraite; ils ont beaucoup donné déjà... La retraite n est pas un du . Ils ont travaillé pour l'avoir donc non. ”

“ Au-delà de 50 000 ce serait bien de taxer les riches et pas la classe moyenne. ”

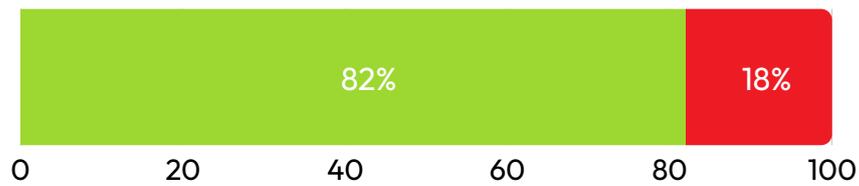
**La suppression de 2 jours fériés :**



“ Inadmissible, encore ceux qui bossent qui contribuent... un scandale ! ”

“ Je pense qu'il y a d'autres solutions, revenir au 39h par exemple, cela réglerait le problème des retraites et on y gagnerait en productivité. ”

**La réforme de l'UNEDIC en vue d'inciter à la reprise du travail :**



“ Encore faut-il qu'il y est du travail. Coût du travail trop cher et donc pas concurrentiel. ”

“ Remettons la France au travail ! Il serait temps, le social a assez duré. ”

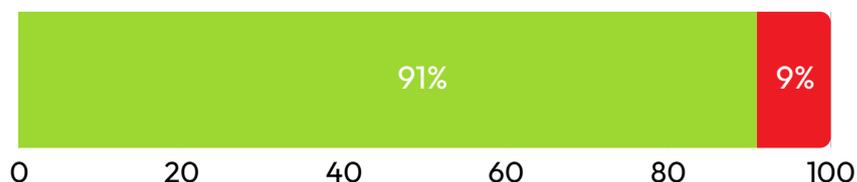
“ Faire une véritable formation aux conseillers de France travail, et arrêter de bloquer les fonds pour les personnes qui cherchent un vrai job et non pas juste leur proposer un travail alimentaire mal rémunéré. ”

**Une réforme du mode de financement de la protection sociale en vue de moins faire peser ce financement sur le travail (charges patronales et/ou salariales) :**

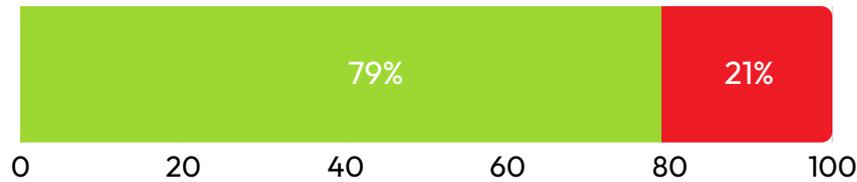


“ Attention ! Je suis pour le maintien des cotisations sur salaires pour la retraite, la santé et le chômage puisque c'est une forme de capitalisation... mais je suis pour l'allègement des charges sur les salaires, notamment TOUS LES IMPÔTS ET LES TAXES ! Ras le bol... ”

**Un encadrement des arrêts maladie courts et longs :**

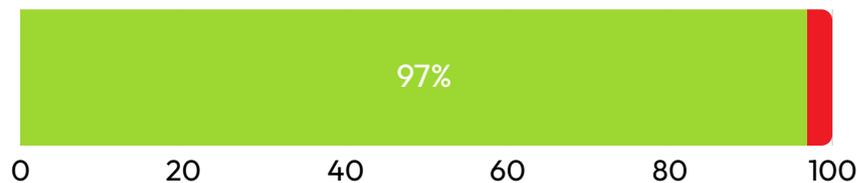


**Une taxe sur les petits colis importés en provenance de pays hors Union Européenne :**



“ Obligatoire car c’est une concurrence déloyale. Il faut aussi que les français prennent conscience de cette fast fashion si délétère pour l’environnement et pour l’exploitation de ces humains. ”

**Établir une liste des simplifications administratives attendues par les entreprises en vue de légiférer par une procédure rapide :**

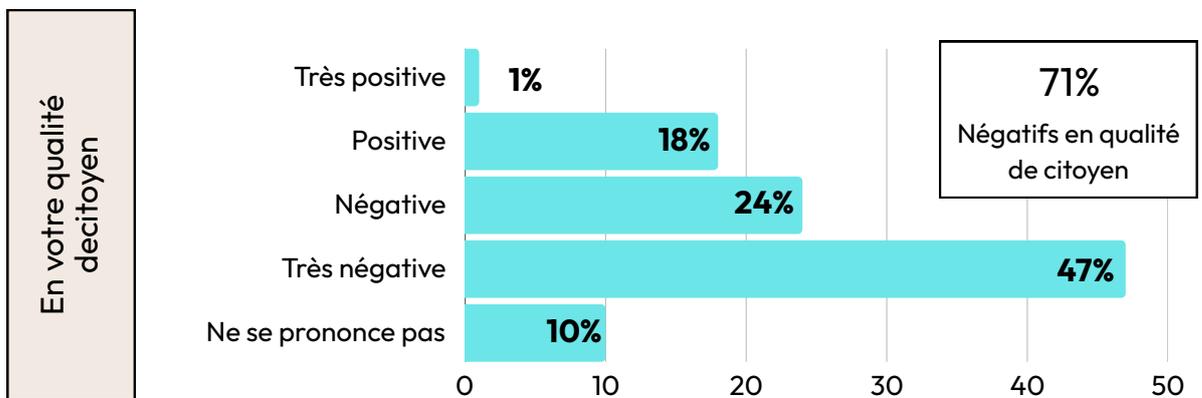
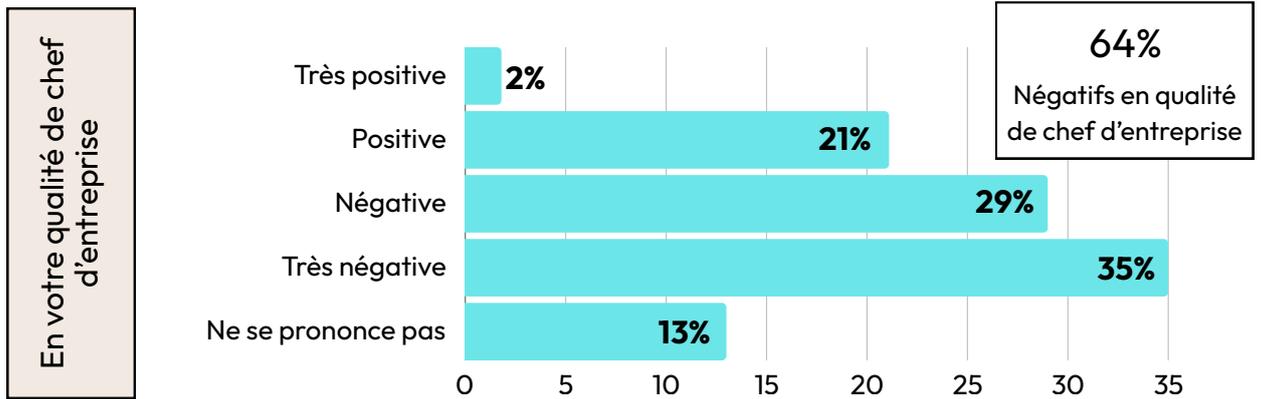


“ Le chef d’entreprise croule sous les administrations, les politiques mentent depuis des dizaines d’années sur la simplification... ”

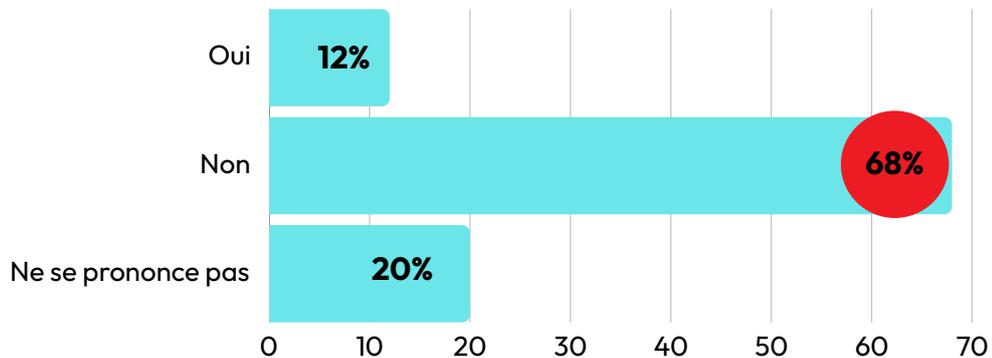
**La création d’une ASU (Allocation Sociale Unifiée) : le principe consiste à plafonner les aides sociales perçues :**



**Quelle est votre opinion générale sur le plan détaillé par le Premier Ministre ?**



**Quelle que soit votre opinion sur ce plan, estimez-vous qu'il a une chance d'être voté compte tenu de la composition actuelle de la représentation nationale (Assemblée Nationale et Sénat) ?**



“ n'y a pas de majorité cela va être compliqué et de plus toutes ces mesures sont vraiment injustes. Nous aurions pu proposer de tailler plus dans les dépenses de l'état où bon nombre d'économies sont possibles ”

“ Plus aucune confiance dans le gouvernement. ”

“ L'État cherche toujours à financer ces dépenses excessives en diminuant le pouvoir d'achat de Mr et Mme Tout-le-Monde. Il ferait mieux de stimuler le travail en augmentant les salaires. Arrêter de financer les bas salaires au lieu d'aider les salaires supérieurs au SMIC. Nos petites entreprises pourraient augmenter le salaire de nos salariés. Soutenir les bas salaires entraîne l'appauvrissement. ”

“ Nous attendons des réformes structurelles, pas des mesurette pour protéger leurs privilèges- que les politiques arrêtent de prendre les Français pour des tiroirs-caisses. ”

# Les principaux enseignements

À la suite du discours prononcé par François Bayrou le 15 juillet sur les grandes orientations budgétaires pour 2026, le SDI a mené une enquête flash auprès des chefs d'entreprise afin de mesurer à chaud leurs réactions. Les résultats sont sans appel : une très large majorité exprime un rejet global des mesures annoncées et une défiance prononcée envers la stratégie budgétaire du gouvernement.

## Un rejet global et un profond sentiment d'injustice

Les chefs d'entreprise interrogés manifestent un **mécontentement très marqué à l'égard du plan budgétaire présenté**. En tant que citoyens, 71 % déclarent avoir une opinion négative des orientations annoncées, et ce rejet reste massif même dans leur rôle professionnel, avec 64 % exprimant un jugement défavorable en tant que dirigeants d'entreprise.

De nombreux commentaires soulignent un ras-le-bol général face à ce qui est perçu comme une **politique injuste**, qui ponctionne prioritairement les actifs et les petites entreprises tout en préservant les privilèges de l'État. L'impression dominante est celle d'une énième série de mesures budgétaires punitives, sans aucune réforme structurelle sérieuse.

## Le rejet massif des mesures touchant le pouvoir d'achat

Les mesures visant à freiner les dépenses sociales rencontrent une opposition frontale.

**Le gel des pensions de retraite est rejeté par 71 % des chefs d'entreprise**, tout comme le gel des prestations sociales (72 % contre). Le gel du barème de l'impôt sur le revenu suscite également une majorité d'opinions défavorables, avec 55 % d'opposants.

**La réforme de l'abattement fiscal sur les pensions de retraite**, qui prévoit de remplacer l'abattement actuel de 10 % par un abattement forfaitaire de 2 000 € est rejetée par 69 % des chefs d'entreprise, beaucoup y voyant une mesure injuste pour les retraités de la classe moyenne.

**La proposition de doubler la franchise annuelle sur les médicaments** est aussi très mal perçue, avec 70 % d'avis défavorables, les chefs d'entreprise redoutant des effets délétères sur la santé publique et sur la consommation des ménages.

Ces résultats traduisent une forte inquiétude sur l'érosion du pouvoir d'achat, que les dirigeants jugent déjà fragile.

## L'inadéquation de la proposition visant à augmenter la production

**La suppression de deux jours fériés est l'une des mesures les plus mal acceptées**, rejetée par 72 % des répondants, avec de nombreuses critiques sur une politique qui pénalise « toujours ceux qui travaillent ».

Ajoutons que, à ce stade, rien n'indique que ce dispositif soit indolore pour les entreprises, via notamment une augmentation de la taxe sur les salaires.

### Une volonté de recentrer les efforts sur la réduction de la dépense publique

Si les mesures touchant aux dépenses sociales sont rejetées, plusieurs **propositions visant à réduire les coûts de fonctionnement de l'État** suscitent au contraire une large adhésion. Ainsi, la fusion ou suppression des agences publiques est plébiscitée par 87 % des répondants, qui dénoncent la lourdeur administrative et les doublons bureaucratiques.

**L'encadrement des arrêts maladie** obtient un soutien très fort, avec 91 % d'avis favorables, signe d'une exaspération face aux abus perçus dans le système actuel.

De même, 79 % soutiennent **la mise en place d'une taxe sur les petits colis** en provenance de pays extra-européens, exprimant à la fois des préoccupations économiques et environnementales.

Enfin, la proposition de **dresser une liste des simplifications administratives prioritaires** reçoit un accueil quasi unanime avec 97 % de soutien, illustrant une demande pressante de simplification et de réduction des charges bureaucratiques.

### Une attente de vraies réformes structurelles et une profonde défiance politique

Les réponses font clairement apparaître **une demande de réformes structurelles** plutôt que de mesures budgétaires ponctuelles perçues comme injustes.

De nombreux dirigeants déplorent un manque de courage politique pour s'attaquer au cœur des dépenses publiques, notamment le train de vie de l'État et le poids de l'administration centrale.

Ils dénoncent une logique consistant à « toujours faire payer ceux qui travaillent », en particulier les petites entreprises et les classes moyennes.

### Un doute majeur sur le vote parlementaire

Cette frustration s'accompagne d'une profonde défiance envers la capacité du gouvernement à faire adopter ce plan, beaucoup soulignant qu'il n'y a pas de majorité parlementaire pour le soutenir.

Pour nombre de chefs d'entreprise, ces annonces ne font que renforcer leur sentiment d'abandon et leur défiance vis-à-vis des institutions.



Syndicat des Indépendants et des TPE

## **CONTACT**

[contact@sdi-pme.fr](mailto:contact@sdi-pme.fr)

**04.78.34.65.97**